

## Examen conjoint – 15 septembre 2021



## Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU Commune de Saint-Pons

# Situation administrative du dossier

- ✓ DDP non soumis à évaluation environnementale suite à une demande de cas par cas par décision de la MRAE en date du 25 juillet 2019
- ✓ Avis favorable de la CDPENAF obtenu le 23 juillet 2020
- ✓ Avis favorable de la CDNPS obtenu le 05 juillet 2021 (après réalisation de compléments suite à un premier passage le 20 octobre 2020)
- ✓ Enquête publique planifiée du 22 octobre au 22 novembre 2021

# Présentation du projet

- ✓ Projet photovoltaïque porté par la commune, Enercoop PACA, Sergies, Energie Partagée et Egrega
- ✓ Un parc d'une puissance totale de 17,1 MWc composé essentiellement par :
  - les panneaux photovoltaïques ;
  - les structures métalliques de support des panneaux solaires ;
  - les onduleurs ;
  - les transformateurs ;
  - la structure de livraison ;
  - les réseaux de câbles ;
  - les pistes d'accès et les aires de grutage des bâtiments techniques.
- ✓ Un parc sur 2 sites totalisant 17,6 hectares (14,7 sur le site Nord / 2,9 sur le site Sud)

# Présentation du projet

## Chiffres clefs

Modules polycristallins ancrés sur table fixe						
Structures porteuses		Modules photovoltaïques				Postes
Type	Nombre	Type	Puissance unitaire	Nombre total	Puissance totale	Nombre
Table fixe	2255 (Nord : 1961 / Sud : 294)	Polycristallin ou monocristallin	345 Wc	49610 (Nord : 43142 / Sud : 6468)	17,1 MWc (Nord : 14,9 / Sud : 2,2)	5 postes électriques (Nord : 4 / Sud : 1)

Caractéristiques	Chiffres clés
Puissance crête	17,1 MWc (Nord : 14,9 / Sud : 2,2)
Surface clôturée	17,6 ha (Nord : 14,7 / Sud : 2,9)
Durée minimum d'exploitation	30 ans
Linéaire de clôture	2355 m (Nord : 1640 / Sud : 715)
Productible spécifique	1400 KWh/KWc
Production annuelle d'électricité	23 940 MWh
Quantité annuelle d'émission de CO <sub>2</sub> évitée	4 190 tonnes

# Présentation du projet





# Un projet d'intérêt général => production d'une énergie renouvelable et.....

- ✓ la protection des terres agricoles mécanisables : les parcelles retenues pour l'implantation ne sont pas mécanisables et ne font pas l'objet d'une activité agricole. En revanche, une convention de pâturage ovin est en discussion avec un éleveur local pour l'entretien du parc, conférant donc à ces terrains une double vocation (production d'électricité et agriculture)
- ✓ la protection des boisements à fort enjeu forestier : les parcelles boisées concernées par le projet feront l'objet d'une coupe et d'une valorisation
- ✓ la préservation des espaces et sites naturels remarquables : des mesures d'évitement ont permis de prendre en compte les enjeux écologiques du site
- ✓ la proscription des terrains à risques naturels forts : le terrain d'implantation présente globalement un risque d'inondation. Des études spécifiques sont en cours pour rendre le projet et le plan de prévention des risques naturels compatibles

# Un projet d'intérêt général => production d'une énergie renouvelable et.....

- ✓ Le risque d'incendie de forêt est pris en compte à travers la mise en place des préconisations du SDIS pour le département des Alpes de Haute-Provence ;
- ✓ une insertion paysagère cohérente : les mesures paysagère ont permis de réduire l'impact visuel direct de la zone de projet sud depuis la RD 900. Des mesures concernant la couleur des structures, l'aspect des pistes, et la configuration du parc, permettent une insertion satisfaisante dans le paysage.

La conception finale correspond ainsi au projet de moindre impact environnemental tout en permettant le développement des énergies renouvelables locales. C'est à l'aune de l'ensemble de ces arguments que l'on peut affirmer que le projet est d'intérêt général.

# Un projet incompatible avec le PLU

- ✓ Les deux sites sont inscrits en zone Nr du PLU
- ✓ Le règlement du secteur Nr est compatible avec l'installation d'un parc photovoltaïque au sol si l'on considère qu'il présente un intérêt collectif.  
Toutefois :
  - ✓ l'article 1 précise que des constructions et installations sont interdites par le PPRN
  - ✓ L'article 3 précise que les nouveaux accès sur la RD900 sont interdits et qu'une voirie d'au moins 3 m de largeur doit desservir le terrain pour qu'il soit constructible
  - ✓ l'article 6 indique que les constructions doivent être implantées à au moins 75 m de l'axe de la RD 900 et à au moins 8 m des routes communales
- ✓ Le PLU présente donc plusieurs règles incompatibles avec le projet qu'il est nécessaire de corriger.

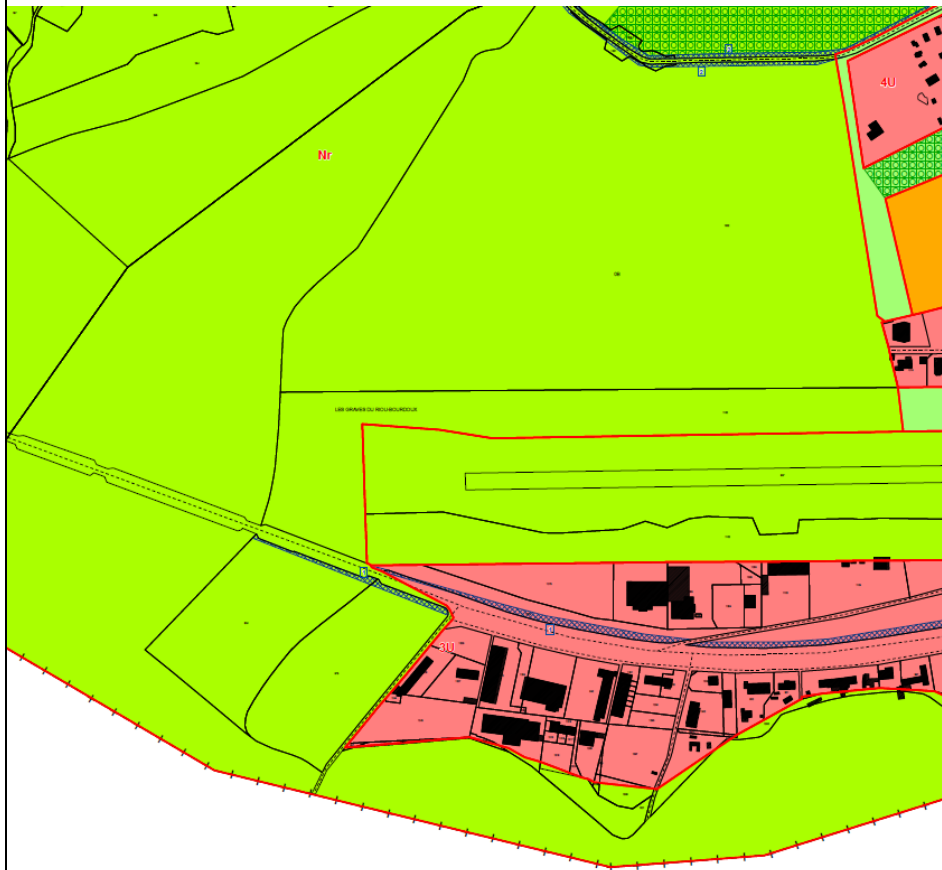


# Les éléments mis en compatibilité

- ✓ Le règlement graphique => création d'un secteur Npv sur les emprises du site
- ✓ Le règlement écrit => création d'un secteur Npv avec des règles dédiées
- ✓ Les OAP => création d'une OAP dédiée avec des prescriptions fortes en matière de paysage

# Le règlement graphique

***Règlement graphique en vigueur :***



***Règlement graphique amendé dans le cadre de la déclaration de projet :***



# Le règlement graphique

Plan Local d'Urbanisme - avant déclaration de projet			
Zones	Secteur	Hectare(s)	Pourcentage
1U		12,38	0,4%
	1Ur	0,24	0,0%
2U		19,83	0,6%
	2Ua	2,25	0,1%
	2Ub	1,24	0,0%
	2Ur	5,49	0,2%
3U		26,04	0,8%
4U		2,11	0,1%
5U		1,74	0,1%
TOTAL	U	71,32	2,2%
1AU		3,15	0,1%
TOTAL	AU	3,15	0,0%
A		145,59	4,5%
	Ap	61,97	1,9%
	Apr	23,24	0,7%
	Ar	12,14	0,4%
TOTAL	A	242,94	7,6%
N		2557,45	79,8%
	Nb	3,88	0,1%
	Nr	295,93	9,2%
	Nt	30,01	0,9%
TOTAL	N	2887,27	90,1%
TOTAL		3204,7	100,00%

Plan Local d'Urbanisme - après déclaration de projet			
Zones	Secteur	Hectare(s)	Pourcentage
1U		12,38	0,4%
	1Ur	0,24	0,0%
2U		19,83	0,6%
	2Ua	2,25	0,1%
	2Ub	1,24	0,0%
	2Ur	5,49	0,2%
3U		26,04	0,8%
4U		2,11	0,1%
5U		1,74	0,1%
TOTAL	U	71,32	2,2%
1AU		3,15	0,1%
TOTAL	AU	3,15	0,7%
A		145,59	4,5%
	Ap	61,97	1,9%
	Apr	23,24	0,7%
	Ar	12,14	0,4%
TOTAL	A	242,94	7,6%
N		2557,45	79,8%
	Nb	3,88	0,1%
	Nr	278,03	8,7%
	Nt	30,01	0,9%
	Npv	17,89	0,6%
TOTAL	N	2887,27	90,1%
TOTAL		3204,7	100,00%

# Le règlement écrit

## DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1- CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

Le présent règlement s'applique à la totalité du territoire de la commune de ST PONS (Alpes de Haute Provence)

### ARTICLE 2 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par ce Plan Local d'Urbanisme (PLU.) est divisé en zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et zones naturelles et forestières.

#### A) Les zones urbaines

Elles comprennent :

##### La zone 1U

##### La zone 2U

un sous secteur 2Ua,  
un sous secteur 2Ur, un  
sous secteur 2Ub.

##### La zone 3U

##### La zone 4U,

##### La zone 5U

#### B) La zone à urbaniser

Elle comprend :

##### La zone 1AU

#### C) La zone agricole

##### La zone A

Elle comprend :

un sous secteur Ap, un  
sous secteur Ar.

#### D) Les zones naturelles et forestières

##### La zone N

Elle comprend :

un sous secteur Nb,  
un sous secteur Nr,  
un sous secteur Nt,  
un sous secteur Npv.

### ARTICLE 3- RISQUES NATURELS

La commune de ST PONS est soumise au risque sismique (zone de sismicité II). Toutes les constructions nouvelles doivent donc répondre aux règles parasismiques.  
Pour l'ensemble des risques existants sur la commune : un Plan de Prévention des Risques Naturels non encore approuvé. Il prend en compte les risques de mouvements de terrains, inondation torrentielle, chute de blocs et ravinement, dans les zones urbanisées et leurs proches environs.

## Zone N

Dispositions applicables à la zone N

Il existe trois-quatre sous-secteurs Nb, Nr, Nt et Npv.

#### Article N 1- Les occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites dans l'ensemble de la zone N et Nr :

- Les constructions destinées à l'habitation sauf celles visées à l'article N2 ;
- Les constructions destinées à l'hébergement hôtelier ;
- Les constructions destinées aux bureaux ;
- Les constructions destinées aux commerces ;
- Les constructions destinées à l'artisanat ;
- Les constructions destinées à l'industrie ;
- Les constructions destinées à la fonction d'entrepôt
- Les carrières ;
- Les dépôts de matériaux ou de déchets autres que ceux de curage des torrents ;
- Le stationnement des caravanes et des campings-cars en dehors des terrains aménagés ;
- Dans les secteurs Nr sont de plus interdits les constructions et installations interdites par le PPRN soumis à l'enquête simultanément avec le PLU.

En Nb : Les constructions nouvelles.

En Nr : Les constructions d'une SHON de plus de 20 m<sup>2</sup> •

#### Article N 2 – Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont autorisés sous conditions :

- Les infrastructures liées à l'eau sous réserve d'être nécessaires aux traitements des crues, inondations,...
- Les ouvrages techniques divers nécessaires aux fonctionnements des services d'intérêt public sous réserve de ne pas compromettre la vocation de la zone.

#### Zone Nb

- L'extension des constructions existantes, à la date d'approbation du PLU, sous réserve de ne pas excéder 50 m<sup>2</sup> SHON et ce une seule fois à compter de la date d'approbation du PLU ;
- Les piscines sous réserve d'être situées à moins de 20m des maisons d'habitation.

#### Zone Nt

- L'extension des constructions existantes, à la date d'approbation du PLU, sous réserve de ne pas excéder 50 m<sup>2</sup> SHON et ce une seule fois à compter de la date d'approbation du PLU ;
- Les piscines sous réserve d'être situées à moins de 20m des constructions à vocation touristiques, sportives ;
- Les équipements légers d'une SHON inférieure à 20m<sup>2</sup> sous réserve d'être liés aux activités touristiques, sportives ou nature, d'être démontable et de se situer à moins de 20 mètres d'une construction préexistante.

#### Secteur Npv

- Les ouvrages techniques divers et installation de production d'énergie renouvelable solaire ou photovoltaïque.

# Le règlement écrit

## Article N 3 – Les conditions de desserte des terrains par des voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes à la circulation publique

Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie d'accès présentant une chaussée de 3 m ;

Les nouveaux accès sur la RD 900 sont interdits sauf dans le secteur Npv à condition de respecter l'OAP qui recouvre le secteur.

## Article N 4 – Les conditions de desserte des terrains par les réseaux

### a- EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle à usage d'habitation ou d'activité devra être raccordée au réseau public d'eau potable, ou à défaut à une installation conforme à la réglementation en vigueur.

### b- EAUX USEES

Toute construction ou installation nouvelle à usage d'habitation ou d'activité devra être obligatoirement évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif.

S'il n'existe pas de réseau collectif ou semi collectif proche de la construction, ou si le raccordement s'avère actuellement techniquement impossible, des dispositions en conformité avec la réglementation sanitaire en vigueur pourront être autorisées, avec un dispositif d'épuration agréé, et en rapport avec l'aptitude du sol à l'assainissement.

### c-EAUX PLUVIALES

Les eaux de ruissellement seront collectées et dirigées soit vers le réseau public d'eaux pluviales s'il existe, soit vers un exutoire naturel, mais en aucun cas sur les voies ou emprises publiques, dans le réseau d'eaux usées ou dans les canaux d'arrosages.

## Article N 5 – la superficie minimale des terrains constructibles

Si la construction projetée nécessite la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif la surface du terrain d'assise du projet devra être suffisante pour répondre aux contraintes techniques de cette réalisation.

## Article N 6 – L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à 75 m de l'axe de la RD 900. Dans le secteur Npv, ce recul est ramené à 25 m à condition de respecter les prescriptions inscrites dans l'OAP qui recouvre le secteur. Cette obligation ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux réseaux d'intérêt public ;
- elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Les constructions doivent être implantées à au moins de 8 m de l'axe des routes communales.

Les derniers reculs ne s'appliquent pas :

- pour l'extension constructions préexistantes dont la destination n'est pas modifiée et dont le recul préexistant n'est pas diminué.
- aux installations techniques des services publics.

## Article N 7 – L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions doivent être implantées à au moins 4 m des limites séparatives (distance ramenée à 50 cm pour les installations d'intérêt public).

## Article N 8 – L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les constructions doivent être soit accolées, soient distantes d'au moins 5m.

## Article N 9 – L'emprise au sol des constructions

Non règlementée.

## Article N 10 – La hauteur maximale des constructions

La hauteur des constructions calculée en tout point des façades du terrain naturel, existant avant l'opération, à l'égout du toit ne pourra excéder 7m.

## Article N 11 – L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Façades : Elles seront obligatoirement colorées dans la gamme des ocres ou couleur bois.  
Toitures : Les toitures non végétalisées devront présenter une pente comprise entre 30° et 45°.  
Les dispositifs de production d'énergies renouvelables sont autorisés en toiture, en façade ou au sol.

## Article N 12 – Les obligations en matière de stationnement

Non règlementées.

## Article N 13 – les obligations en matière d'espaces libres, aires de jeux et de loisirs, et de plantations

Non règlementées.

## Article N 14 – Le coefficient d'occupation des sols

Non règlementé.

# Les OAP

- ✓ Elles reprennent les éléments garantissant une bonne intégration paysagère et notamment :
  - ✓ Les prescriptions issues de l'étude loi Barnier pour le site Sud (concerné par une voie classée à grande circulation)
  - ✓ Les engagements pris pour l'intégration paysagère des sites Sud et Nord auprès de la CDPNS